

Deux textes d'Arsène Kapyra M.Afr. : le premier, intitulé "la situation de la RDC après les élections", écrit avant la proclamation des résultats par la Cour Suprême de Justice (CSJ), et le deuxième, intitulé "RDC, Bientôt l'explosion?" qui résume le premier texte en y ajoutant des éléments en lien avec la proclamation des résultats par la CSJ.

KAPYA Arsène, Rome, le 14 décembre 2011.

LA SITUATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) APRES LES ELECTIONS

La Ceni proclame Joseph Kabila vainqueur de la présidentielle

Le vendredi 09 décembre 2011, le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (ceni) a proclamé le Président sortant Joseph Kabila vainqueur de l'élection présidentielle du 28 novembre 2011 en RDC, ce qui a provoqué diverses réactions.

D'une part, la Majorité Présidentielle (MP) et ses partisans s'en sont réjouis, et d'autre part, ceux de l'opposition ont crié à la fraude, car selon eux, c'est Etienne Tshisekedi qui a remporté la présidentielle.

Les puissances occidentales ont reconnu la victoire de Joseph Kabila et demandé à Etienne Tshisekedi d'accepté la défaite. Ce dernier a contesté les résultats de la ceni et appelé la population au calme en attendant son mot d'ordre en temps opportun.

A Kinshasa, les partisans de l'opposition, du moins dans certains quartiers, ont brûlé des pneus et pillé quelques boutiques en signe de protestation de ces résultats. La police, censée protéger les personnes et leurs biens, a dispersé certains rassemblements et tué 6 personnes, selon les nouvelles sur www.radiokapi.net du 10 décembre 2011.

Qu'est-ce que je pense de cette situation postélectorale ?

La situation que traverse la RDC était prévisible dès le départ. Il ne faut pas avoir été un magicien pour deviner que les choses allaient être ce qu'elles sont actuellement.

Un mauvais point de départ

Le ton de ce qui se passe aujourd'hui était déjà donné le 15 janvier 2011 quand sénateurs et députés nationaux réunis en congrès avaient adopté une modification de la Constitution ramenant l'élection présidentielle de deux tours à un seul tour. Les députés de l'opposition avaient boycotté la session ce jour-là ! Le gouvernement Muzito et la MP avaient avancé comme alibi les difficultés financières qui ne permettraient pas l'organisation d'un scrutin à deux tours. En réalité, il s'agissait là d'un vrai mensonge. La RDC comptait aussi sur d'autres partenaires pour financer ces élections, et d'ailleurs l'Union Européenne (UE), par la voix de sa Haute Représentante Catherine Ashton, avait clairement dit que l'UE était prête à aider au financement même en cas de deux tours (cf. www.rfi.fr du 25 janvier 2011). A dire vrai, la MP et le gouvernement de la RDC avaient peur d'un second tour qui conduirait droit à la défaite de son candidat. Et puis, un second tour impliquait aussi un débat contradictoire entre les deux finalistes, débat qui devait être transmis en direct à la radio et à la télévision... On se souvient bien qu'en 2006 Kabila avait refusé de s'y

soumettre face à Jean-Pierre Bemba. Il y a lieu de se demander s'il (le candidat de la MP) est capable de tenir un tel débat...

Un autre mauvais point de départ était l'exclusion du vote des Congolais résidant à l'étranger. Sans aucune explication, il avait été décidé qu'ils ne voteraient pas : il fallait s'enrôler en RDC pour voter en RDC. Mais en fait, le législateur congolais sait que la majorité des Congolais vivant à l'étranger sont très critiques à l'égard du pouvoir en place. Dès lors, pourquoi leur accorder de voter ?

L'avant campagne

La campagne électorale officieuse avait commencé bien avant le lancement officiel de la campagne électorale. Joseph Kabila utilisait les moyens de l'Etat : avion, radio, télévision... Etienne Tshisekedi sillonnait quelques coins du pays pour sensibiliser... Vital Kamerhe s'évertuait à prêcher l'urgence d'une candidature commune de l'opposition afin d'infliger une défaite à Kabila...

Malheureusement l'attitude du vieux Tshisekedi n'a pas été celle de la sagesse qu'on attendrait d'un homme de son âge, encore moins celle du rassembleur de l'opposition auxquelles on se serait attendu. Il s'était précipité pour s'autoproclamer le candidat de l'opposition. Il n'était pas question de négocier ; les autres n'avaient qu'à se rallier à lui, ce qui a probablement frustré le chantre de la candidature unique de l'opposition. Et pourtant cette idée était bien appréciée par une bonne partie des Congolais. Il fallait l'unité de l'opposition pour une alternance au pouvoir.

La campagne électorale

Du 28 octobre au 26 novembre, la campagne électorale a été émaillée de beaucoup de violences de la part des partisans de certains candidats dans certaines villes du pays, ce qui est dommage. La MP s'est réservée les gros moyens, y compris ceux de l'Etat, sans oublier de nouvelles promesses mensongères. La population, dupe, y croyait facilement alors que celles de 2006 n'ont pas encore été réalisées (dans les fameux « cinq chantiers » de 2006, on avait promis des autoroutes, il n'y en a aucune à l'heure actuelle ; l'électricité, on vit au rythme de délestages ; l'eau, même en ville des gens vont puiser de l'eau à la rivière ; le taux de chômage connaît une croissance rapide...)

Quant à l'opposition, elle restait divisée, et certaines déclarations du vieux Tshisekedi laissaient à désirer. Ses propos n'avaient pas de quoi attirer les électeurs neutres et sans parti politique qui voulaient un changement à la tête du pays. A la suite de l'échec d'une candidature unique de l'opposition, Vital Kamerhe passait du réalisme aux rêveries : il commençait à prêcher le quadrillage du pays par l'opposition pour barrer la route à Kabila : chaque opposant quadrillerait une bonne partie du pays... Au regard du score qu'il (Vital Kamerhe) a orchestré, je me demande si les populations ont déjà oublié son livre écrit pendant la période de transition : « Pourquoi j'ai choisi Kabila... »

En réalité, par son refus de l'unité, ou, pour le dire autrement, par ses divisions, l'opposition renonçait au pouvoir, de sorte que l'on puisse même se demander si les opposants n'avaient pas été utilisés par Kabila pour disperser les voix... Rien n'est impossible en RDC, surtout avec l'argent !

L'élection présidentielle

Le 28 novembre 2011, il est clair qu'il y a eu beaucoup d'irrégularités lors des élections couplées présidentielle et législatives qui ont été très mal organisées. Et si on les comparait à celles de 2006, c'est la nuit et le jour. Mais beaucoup d'électeurs se sont rendus au vote, même si on aurait souhaité que le taux de participation eut été élevé. Il n'a été que de 58%, ce qui est dommage. Mais n'oublions pas qu'il y a des électeurs qui ne s'y sont pas rendus parce que déçus de l'attitude des opposants en qui ils avaient placé leur confiance. Ainsi, l'opposition a perdu quelques millions de voix !

La proclamation des résultats

Le vendredi 09 décembre 2011, le pasteur Ngoy Mulunda, président de la ceni, a proclamé Kabila vainqueur avec 48,95%, suivi de Tshisekedi 32,33%. Ces résultats sont très contestés, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Apparemment, il y a eu un manque de sérieux dans le travail fait par la ceni. Et pourtant on voit mal comment un si grand kabiliste pouvait proclamer autre chose que la victoire de son ami. Il y a eu certainement beaucoup de fraudes en faveur du Président sortant. J'imagine que Kabila, en tant que personne, n'avait pas l'intention de tricher et ne savait probablement pas que certains hommes dans son entourage organisaient des tricheries en sa faveur. Seulement il est entouré par des super zélés qui voulaient à tout prix s'assurer la victoire de leur candidat. Et pourtant le camp Kabila n'avait même pas besoin d'organiser toutes ces fraudes : de part ses divisions, l'opposition s'était déjà fragilisée de sorte qu'avec ou sans fraude, dans cette élection à un seul tour, Kabila sortait vainqueur.

Réactions

Plusieurs réactions ont suivi la publication des résultats. Le camp Kabila est dans la joie. Quant à l'opposition, c'est la détresse. Elle ne reconnaît pas les résultats donnés par la ceni. Quelques partisans de l'opposition ont voulu manifester, mais la police et l'armée étaient déjà alertées. Elles n'ont cependant pas pu empêcher quelques pillages dans certains quartiers de Kinshasa et ont tué 6 personnes, selon la radio okapi.

L'opposition, d'une seule voix, conteste les résultats de la ceni et proclame Tshisekedi vainqueur de l'élection.

Deux présidents

Bien avant la publication, il y a eu toute une activité diplomatique de certaines ambassades cherchant à convaincre Kabila et Tshisekedi pour que chacun accepte les résultats des urnes. Ces ambassades savaient déjà que c'est Kabila qui serait proclamé vainqueur. Elles cherchaient donc à convaincre Tshisekedi. Celui-ci ne reconnaît pas dans la proclamation faite par la ceni les résultats des urnes. Voilà pourquoi il s'autoproclame président élu de la RDC. On a ainsi deux présidents : celui proclamé par la ceni et celui proclamé par l'opposition et par lui-même.

L'appel au calme

Tout le monde appelle au calme. En fait, la RDC est un brasier qui, dans la situation actuelle, peut s'enflammer à tout moment. Tshisekedi, qui avait manqué de sagesse dans ses paroles tout au long de la campagne électorale,

semble avoir acquis un peu de sagesse. Est-ce le fruit des rencontres qu'il a eues avec certains ambassadeurs ? Tout en contestant les résultats, il a appelé ses partisans au calme en attendant le mot d'ordre qu'il donnera. On ignore encore ce que sera le contenu de son mot d'ordre. J'espère seulement qu'il ne va pas envoyer les gens aller se faire tuer, car les fameuses forces de l'ordre de la RDC sont composées d'hommes à la gâchette facile : sans aucun sentiment, ils peuvent tirer à balles réelles sur leurs compatriotes comme si ceux-ci étaient leurs ennemis...

La Cour Suprême de Justice (CSJ)

Les puissances occidentales ont encouragé ceux qui contestent les résultats de procéder par les voies légales. Il s'agit donc de présenter leur cause à la CSJ qui doit examiner les cas avant la proclamation des résultats définitifs. Mais, qui ignore que cette CSJ roule pour Kabila ? Vaut-il encore la peine que l'opposition s'y adresse ? Tshisekedi dit qu'il préfère ignorer son existence. Quant à Vital Kamerhe, il la défie en déposant son recours à travers lequel il demande l'annulation de ces élections. La CSJ, réussira-t-elle à nous prouver qu'elle n'est pas au service de Kabila ? Wait and see !

La Cour Pénale Internationale (CPI)

Luis Moreno Ocampo, le président de la CPI, avait déjà averti que la CPI suivait attentivement la situation de la RDC et qu'elle s'occuperait de ceux qui se seront rendus coupables de crimes contre l'humanité. On sait que certains Congolais croupissent déjà dans les cellules de la Haye : Jean-Pierre Bemba, Thomas Lubanga, Germain Katanga et Matthieu Ngudjolo. Il n'est pas impossible que les propos de Mr Ocampo aient aidé Tshisekedi à tourner sept fois sa langue avant de parler après la publication des résultats par la cen.

Il y a lieu de se demander si cette CPI est vraiment impartiale. Pourrait-elle s'occuper aussi du camp Kabila ? Ce dernier n'a jamais livré Bosco Ntanganda. Et Laurent Nkunda, pourquoi n'a-t-il jamais été jugé ?

Une médiation africaine ?

Ce lundi 12 décembre 2011, Alain Jupé, ministre français des affaires étrangères, juge la situation de la RDC calme mais explosive. Il n'a pas tort. Au regard de ce qui pourrait arriver en cas d'explosion, il vaut mieux prévenir que guérir. Voilà pourquoi l'opposition en appelle à la médiation africaine, selon RFI. Selon cette même source, Kabila ne souhaiterait pas une telle médiation, parce qu'il existe une structure de règlement de contentieux électoraux en RDC. Mais en réalité, toutes ces structures qui existent en RDC dans le sens des élections sont de tendance kabiliste ; voilà pourquoi Kabila ne souhaite pas une médiation africaine.

Que peut faire cette médiation africaine ?

L'Union Africaine a échoué dans beaucoup de médiations : Cote d'Ivoire, Lybie, etc. Pourrait-elle réussir en RDC ? Que peut-elle proposer ? Elle ne peut pas demander à la CSJ de proclamer Tshisekedi vainqueur ni d'annuler les élections. Et d'ailleurs Kabila n'est pas prêt à lâcher le pouvoir pour lequel il a usé de tous les moyens possibles, les bons comme les mauvais... Elle ne peut pas non plus demander à Tshisekedi d'accepter la défaite et d'attendre 2016 pour se représenter à la magistrature suprême. Une voie qui pourrait apaiser les

esprits serait la solution qui est à la mode dans ce genre de conflits : proposer la primature au principal opposant. Si les deux camps acceptaient une telle solution, la RDC pourrait espérer traverser cette période de turbulence sans trop de secousses. Mais, la cohabitation Kabila-Tshisekedi serait certainement un mariage pas facile, du genre « je t'aime, moi non plus ». Les deux ont des conceptions très différentes de la gestion du pouvoir. Et pourtant leurs diversités, si elles sont bien gérées, pourraient aider la RDC à redémarrer...

Une médiation internationale

Selon la radio okapi de ce mercredi, l'opposition demande une médiation internationale. Elle aurait écrit au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à l'Union Africaine (UA), à l'Union Européenne, etc. L'initiative est louable, car il vaut mieux prévenir que guérir. Ces organisations n'ont pas le droit de rester en spectateurs de la situation explosives de la RDC pour se présenter en sauveur après des dégâts...

Les puissances occidentales

Souvent les grandes puissances occidentales ne sont pas innocentes dans ce qui se passe dans nos pays africains. Sans l'avouer clairement, elles ont leur candidat, et dans le cas qui nous occupe, il est clair qu'il s'agit de Joseph Kabila, avec qui elles peuvent facilement obtenir des accords pour l'exploitation des richesses minières et forestières de la RDC. Voilà pourquoi elles ne sont pas pressées de dénoncer les irrégularités d'avant, pendant et après les élections. Il est étonnant qu'elles soutiennent des dictatures en Afrique alors que chez eux c'est la démocratie. A vrai dire, la gouvernance de Kabila n'a de démocratie que le nom et un semblant d'élections. Ses méthodes sont vraiment dictatoriales et l'on est frappé du silence complice de ces grandes puissances qui, officiellement, prônent la démocratie et le respect des droits humains, mais se distinguent par leur silence quand ces droits sont bafoués par des dictateurs qu'elles soutiennent.

Le centre Carter, la Mission onusienne en RDC, l'Union européennes et tant d'organismes ont critiqué le déroulement des élections ainsi que les résultats publiés par la cen. On va faire un peu de bruits à ce sujet, juste le temps que les gens oublient ces élections, et puis les puissances occidentales continueront à soutenir le régime dictatorial de la RDC...

Par ses propos durant la période pré-électorale, Tshisekedi ne les a pas rassurées. Comment peuvent-elles travailler avec un homme aussi imprévisible que nationaliste ? Vital Kamerhe, Kengo Wa Dondo et Mobutu Zanga pourraient être plus diplomatiques, mais la faiblesse de leur popularité révélée par les urnes les discrédite.

La population congolaise

Beaucoup de Congolais sont facilement influencés par leurs leaders politiques, mais aussi intérieurement guidés par des sentiments de régionalisme, de tribalisme, etc. Il suffit de voir les résultats pour s'en rendre compte : chaque candidat a été massivement élu dans sa province d'origine. Les populations souffrent du manque de vrais leaders qui pourraient les aider à opérer des choix, non pas dictés par un sentimentalisme nocif, mais par la raison après avoir analysé les situations et les personnes.

Même au niveau des élus du peuple (les députés), alors qu'on aurait attendu d'eux des réflexions et décisions capables de faire avancer le pays, on est plutôt déçu de voir le contraire dès qu'ils sont élus. La modification constitutionnelle n'était pas un fruit de la raison, mais plutôt d'un sentimentalisme malsain à des fins égoïstes dans un grand mépris de l'opinion des électeurs qui avaient adopté cette constitution par voie référendaire. Cette modification avait un seul but : maintenir l'actuel Chef de l'Etat au pouvoir. Souvent leurs débats dans l'hémicycle tournent autour de la question des avantages auxquels ils croient avoir droit ; très peu de débats sur leurs devoirs envers la Nation.

Le peuple doit veiller à ce que le pouvoir ne lui soit pas confisqué. Si on n'y prend garde, à l'approche de 2016, le législateur pourrait encore modifier certains articles de la constitution pour passer à l'illimitation du mandat présidentiel alors qu'actuellement il est limité à un mandat de 5 ans renouvelable une fois. Il pourrait le faire, sachant que les Congolais ne réagissent pas...

Plus que jamais, la population a besoin des personnes qui pourraient l'éclairer sur la marche du pays et les choix à opérer. Elle a besoin de prophètes courageux et de vrais leaders politiques qu'elle pourrait retrouver dans l'Eglise et dans la Société Civile.

L'Eglise et la Société Civile

L'Eglise et la Société Civile font déjà du bon travail de sensibilisation des populations par rapport à la vie du pays, et leur travail est bien louable. De temps en temps elles prennent le courage de dénoncer certaines situations, certaines dérives du pouvoir. Et pourtant il me semble qu'il ne soit pas suffisant de se limiter à quelques déclarations pour dénoncer certaines situations. Un pouvoir oppresseur, comme celui qu'on a en RDC, ne comprend pas ce langage. Il faut parfois utiliser un langage fort et l'obliger à écouter le peuple qui l'a placé à ce pouvoir car, en réalité, la démocratie c'est le pouvoir du peuple par le peuple. Et, à mon avis, l'Eglise et la Société Civile ensemble, peuvent composer cette force qui fera comprendre au pouvoir qu'il est là, non pas pour l'enrichissement des gouvernants (comme c'est le cas actuellement), mais pour le service des populations.

La situation que l'on connaît actuellement se jouait déjà lors de la modification constitutionnelle en janvier dernier. C'était un vrai coup de force de la part du pouvoir. C'est là qu'il aurait fallu que l'Eglise et la Société Civile organisent des actions concrètes pour sensibiliser la population à ce qui se passait et les conséquences auxquelles cette modification les exposait. Après cette phase de conscientisation-sensibilisation, il aurait fallu utiliser un langage fort et pousser les députés à revenir à la raison : une élection à deux tours, car le but de la modification en question était d'assurer la victoire de Kabila. On ne doit pas voter des lois en fonction d'une personne. Ce langage fort pouvait être par exemple des manifestations pacifiques dans toutes les villes du pays, jusqu'à l'obtention de ce que le peuple veut...

Face au drame que traverse le pays, l'Eglise et la Société Civile n'ont pas le droit de se taire. Elles doivent crier et même agir. Dans sa lettre ouverte à l'Eglise Catholique, du 03 décembre 2011, l'abbé José Mpundu, prêtre de l'Archidiocèse de Kinshasa, donnant l'exemple des Philippines à l'époque du

dictateur Marcos, demandait à nos évêques d'avoir le courage prophétique. Il s'agit certainement des situations différentes entre la RDC et les Philippines, mais le message est là : l'Eglise doit avoir le courage de défendre les pauvres. Faudrait-il ressusciter le Cardinal Malula ?

Le lundi 12 décembre 2011, le Cardinal Laurent Monsengwo (selon radio Okapi et RFI) a pris son courage pour dire de ces élections que ses résultats ne sont conformes ni à la vérité ni à la justice.

L'opposition congolaise

Après la publication des résultats, l'opposition congolaise semble retrouver l'unité en parlant le même langage pour refuser les résultats de la cenI et proclamer Tshisekedi vainqueur. En fait, si cette union est louable, c'est plutôt avant les élections qu'on en avait besoin pour donner un candidat unique de l'opposition et assurer ainsi l'alternance au pouvoir. L'opposition a péché par sa division et cherche à se rattraper maintenant, mais c'est trop tard ! Elle devra en tirer des leçons pour le futur.

Les Congolais de l'étranger

Des manifestations au Canada, en Belgique, etc. avec des casses, c'est vraiment déplorable. S'il est légitime de manifester son désaccord, il n'est pas raisonnable de faire du désordre. Pourquoi ne pas manifester pacifiquement ? Ils vivent dans des pays démocratiques, mais démocratie ne veut pas dire désordre !

Ils n'ont pas pu voter. Il faudrait pousser la nouvelle législature et le gouvernement à permettre aussi aux Congolais de l'étranger de pouvoir voter en 2016. C'est une honte qu'au 21^{ème} siècle un gouvernement soit incapable d'organiser les votes pour ses ressortissants vivant à l'étranger.

En conclusion

Les élections étaient mal organisées et j'ai des doutes sur les résultats publiés. Personnellement j'aurais souhaité l'annulation pure et simple de ces élections qui font la honte de la RDC. Kabila devrait même être gêné de recevoir son investiture dans ces conditions. Mais, pour lui, c'est le pouvoir qui compte. Comment gouvernera-t-il un pays dont la majorité des habitants de la capitale est acquise à l'opposition ? La seule façon pour lui de bien passer les 5 ans au pouvoir, c'est de tendre la main à l'opposition pour la reconstruction du pays. Encore faut-il que l'opposition accepte. Quant à celle-ci, elle doit cesser de rêver : la CSJ, acquise à la cause de Kabila, est incapable d'annuler les élections, et Kabila sera soutenu par l'Occident pour les 5 ans à venir. Si jamais certains opposants acceptaient d'entrer dans le gouvernement, il faudrait y combattre l'esprit qui y règne actuellement : la corruption, l'enrichissement personnel, le détournement de fonds... pour favoriser la lutte contre la pauvreté et œuvrer pour le bien social. L'Eglise devait passer de sa position d'observatrice pour initier des actions concrètes afin de lutter contre l'oppression dont sont victimes les populations Congolaises. Les populations ne devraient pas subir la situation mais utiliser un langage fort pour contraindre les gouvernants et les élus à œuvrer pour le bien du pays. Quand elles doivent manifester, qu'elles le fassent sans violence. Il faudrait aussi qu'elles rejettent toute incitation à la xénophobie,

au régionalisme, au tribalisme. Tout Congolais a le droit de vivre et d'être à l'aise partout en RDC.

Et nous, nous accompagnerons ce peuple par la réflexion pour l'éclairer sur ce qui se passe...

Que vive la RDC.

KAPYA Arsène, le 14.12.2011.

* * *

KAPYA Arsène, Rome, le 18 décembre 2011.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

BIENTOT L'EXPLOSION ?

Tension post électorale

La République Démocratique du Congo (RDC) est en train de traverser une période de turbulence. Beaucoup d'éléments portent à croire que, si rien n'est fait pour sauver la situation, l'humanité est en train d'assister à une autre tragédie de ce géant de l'Afrique centrale.

Il se constate une vive tension en RDC, surtout dans la capitale Kinshasa, tension consécutive à la proclamation des résultats de l'élection présidentielle.

En effet, le 28 novembre 2011, plus de 33 millions d'électeurs Congolais étaient appelés à choisir, par le vote, le nouveau Président. Des 11 candidats, un seul est de la Majorité Présidentielle (MP) au pouvoir : le président sortant Joseph Kabila. Les dix autres se disent de l'opposition, et parmi eux citons l'opposant historique Etienne Tshisekedi (opposant depuis l'époque du dictateur Mobutu), Vital Kamerhe qui fut président du Parlement de 2006 à 2009 et l'actuel président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo.

L'élection était organisée par la Commission Nationale Electorale Indépendante (ceni) présidée par le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, un proche de Joseph Kabila.

Daniel Ngoy Mulunda proclame les résultats

Le 09 décembre 2011, Daniel Ngoy Mulunda a proclamé les résultats provisoires donnant Joseph Kabila gagnant avec 48,95% suivi d'Etienne Tshisekedi, 32,33%. Il s'agit d'une élection à un seul tour, et l'on y est élu à la majorité simple. Les résultats définitifs doivent être proclamés par la Cours Suprême de Justice (CSJ) le 17 décembre 2011 après l'examen d'éventuels recours et contestations. Mais on est dans un pays où même la CSJ est à la solde du Chef de l'Etat, et donc elle n'est pas une garantie de l'impartialité.

Les dix autres candidats ont contesté les résultats de la ceni. Selon eux, c'est Etienne Tshisekedi qui est vainqueur. Ce dernier, contestant les résultats de la ceni, s'est aussitôt autoproclamé président élu de la RDC. Le jour qui a suivi cette proclamation a connu quelques troubles dans la capitale Kinshasa : des manifestations des partisans de l'opposition, des pillages de quelques

boutiques... La police, censée protéger la population, a tiré à balles réelles causant la mort de 6 personnes...

Depuis lors, la ville de Kinshasa, comme beaucoup d'autres villes du pays, sont sous haute surveillance militaire et policière pour prévenir toute violence et toute manifestation des partisans de l'opposition. Et pourtant les manifestations sont prévues et autorisées par la constitution de la RDC !

Le recours à la CSJ

Suivant la procédure normale, l'opposant Vital Kamere a déposé son recours à la CSJ le lundi 12 décembre 2011, lui demandant d'annuler l'élection présidentielle parce qu'entachée de beaucoup d'irrégularités, de fraudes, de violence, et parce que les résultats donnés par la ceni n'étaient pas corrects. La CSJ a examiné le recours jeudi 15 décembre 2011. Et le vendredi 16 décembre 2011, alors que tout le monde s'attendait à ce que la CSJ rende le verdict du recours déposé par l'opposition, elle proclame les résultats définitifs de l'élection présidentielle : la victoire de Kabila.

Que va-t-il se passer ?

En principe, c'est le 20 décembre que le Président sortant, réélu, sera investi Président de la RDC et prêtera serment pour un nouveau mandat de 5 ans.

L'inconnu qui reste à résoudre : que va-t-il se passer dans les jours à venir ? Nul ne le sait. L'opposition est décidée à aller jusqu'au bout de sa logique. Elle pourrait organiser de nombreuses manifestations à travers le pays, surtout dans une capitale où vivent près de 10 millions d'habitants dont le 2/3 est acquise à l'opposition. Les militaires et policiers de Kabila sont dans tous les coins de la ville. Laisseront-ils faire les manifestants ? On sait bien que ces militaires et policiers sont des hommes à la gâchette facile : c'est sans scrupule qu'ils peuvent tirer sur des manifestants. On peut donc craindre des pertes en vie humaine. Les Kinois (habitants de Kinshasa), se laisseront-ils intimider par la présence de ces hommes en uniforme et en armes ? Pas sûr, car beaucoup d'entre eux sont des jeunes désœuvrés, déçus par les fausses promesses de Kabila lors des élections de 2006, des promesses non tenues. Eux s'enfoncent dans la misère tandis que l'entourage de Kabila ne cesse de s'enrichir énormément... Ces jeunes n'ont donc rien à perdre, et parmi eux, certains sont convaincus qu'il leur faut être des martyrs pour qu'un jour le pays ait droit à des dirigeants dignes de ce nom, capables de le conduire vers la vraie prospérité, vers le développement. On risque donc d'assister à une certaine tragédie. Mais cette tragédie n'est pas inévitable. Il est grand temps de faire quelque chose : il vaut mieux prévenir que guérir. L'opposition appelle à une médiation internationale. Celle-ci se fait attendre. Attend-on le début de la tragédie pour se présenter en sauveur ? En fait, cette tragédie en gestation était bien prévisible.

Un mauvais point de départ

Le ton de ce qui se passe aujourd'hui était déjà donné le 15 janvier 2011 quand sénateurs et députés nationaux réunis en congrès avaient adopté une modification de la Constitution ramenant l'élection présidentielle de deux tours à un seul tour. Les députés de l'opposition avaient boycotté la session ce jour-là ! Le gouvernement Muzito et la MP avaient avancé comme alibi les difficultés financières qui ne permettraient pas l'organisation d'un scrutin à deux

tours. En réalité, il s'agissait là d'un vrai mensonge. La RDC comptait aussi sur d'autres partenaires pour financer ces élections, et d'ailleurs l'Union Européenne (UE), par la voix de sa Haute Représentante Catherine Ashton, avait clairement dit que l'UE était prête à aider au financement même en cas de deux tours (cf. www.rfi.fr du 25 janvier 2011). A dire vrai, la MP et le gouvernement de la RDC avaient peur d'un second tour qui conduirait droit à la défaite de son candidat. Et puis, un second tour impliquait aussi un débat contradictoire entre les deux finalistes, débat qui devait être transmis en direct à la radio et à la télévision... On se souvient bien qu'en 2006 Kabila avait refusé de s'y soumettre face à Jean-Pierre Bemba. Il y a lieu de se demander s'il (le candidat de la MP) est capable de tenir un tel débat...

Un autre mauvais point de départ était l'exclusion du vote des Congolais résidant à l'étranger. Sans aucune explication, il avait été décidé qu'ils ne voteraient pas : il fallait s'enrôler en RDC pour voter en RDC. Mais en fait, le législateur congolais sait que la majorité des Congolais vivant à l'étranger sont très critiques à l'égard du pouvoir en place. Dès lors, pourquoi leur accorder de voter ?

Les observateurs

Il y a eu des observateurs tant nationaux qu'internationaux lors de l'élection présidentielle du 28 novembre 2011, parmi lesquels l'Eglise Catholique, le Centre Carter, l'Union Européenne et la représentation des Nations Unies en RDC. Tous ces observateurs ont relevé des irrégularités et fraudes qui ont émaillés cette élection, mais aussi les violences tant des partisans des candidats que des forces de l'ordre avant et pendant le scrutin.

Des réactions

Peu après la proclamation de la victoire de Kabila, des Chefs d'Etats de la région des grands lacs se sont précipités pour reconnaître sa victoire. Rien d'étonnant, surtout quand on sait que la plupart de ces Chefs d'Etats sont des dictateurs. Ils ne font qu'accueillir leur jeune frère dans le club de dictateurs. Selon Rfi de ce matin, pour donner un signal diplomatique, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, ne se rendra pas à l'investiture de Joseph Kabila ce mardi 20 décembre 2012. Quant aux USA, selon la même source, le sénateur démocrate du Delaware, Chris Coons, dit : « Nous sommes très préoccupés par les innombrables dénonciations d'irrégularités, peut être même de fraudes, qui pourraient rendre cette élection illégitime dans de nombreux endroits de la RDC. Il y a eu des problèmes avec des bureaux de vote... Dans certains secteurs, le nombre de voix enregistrées dépassait le nombre d'électeurs inscrits... On ne peut pas encore dire si ces irrégularités ont été orchestrées dans le but de frauder, ou si elles sont le résultat des énormes difficultés qu'il y a à réaliser correctement un scrutin en RDC... Il faudrait aussi qu'il accepte d'organiser à nouveau les opérations de vote dans les régions du pays où une commission, ou un groupe de travail, aurait conclu à l'invalidité du scrutin ».

L'opposant Vital Kamerhe avait souhaité une médiation africaine. Répondant à ce vœu, Jean Ping, le président de la commission de l'Union Africaine(UE), trouve que c'est encore tôt pour envisager une médiation. Sa réaction m'étonne. Attend-il que la situation s'embrace, qu'il y ait des milliers des morts pour initier

une médiation ? Voilà pourquoi l'UE n'a jamais réussi des médiations...
Mieux vaut prévenir que guérir...

Conclusion

L'élection était mal organisée par la ceni. Je suis porté à croire qu'elle l'a fait sciemment pour favoriser le candidat qu'elle a proclamé vainqueur. L'opposition, qui n'a pas pu présenter un candidat unique, a péché par ses divisions alors qu'unie, elle aurait pu faire le poids et imposer une victoire nette pour permettre l'alternance au pouvoir.

Joseph Kabila a été proclamé Président de la RDC. Les puissances occidentales, bien qu'ayant constaté des irrégularités du scrutin, continueront à collaborer avec ce pouvoir oppresseur : ce qui les intéresse, c'est moins le bien des populations Congolaises que les richesses minières (cobalt, or, diamant, coltan, uranium...) et forestières que le pouvoir en place pourrait leur concéder en échange d'une certaine reconnaissance dont il a besoin.

La population, aura-t-elle la sagesse de ne pas s'engager dans la violence sans pour autant renoncer à réclamer ses propres droits ?

Vital Kamerhe, au nom de l'opposition, invite le Chef de l'Etat au dialogue. Ce dernier, saura-t-il prendre la main que lui tend l'opposition ? Ce qui est sûr c'est que le salut de la RDC passe par le dialogue entre pouvoir et opposition. Le refus de ce dialogue ou son échec pourrait signifier l'explosion de ce pays qui pourrait devenir ingouvernable...

KAPYA Arsène, Rome, le 18 décembre 2011.